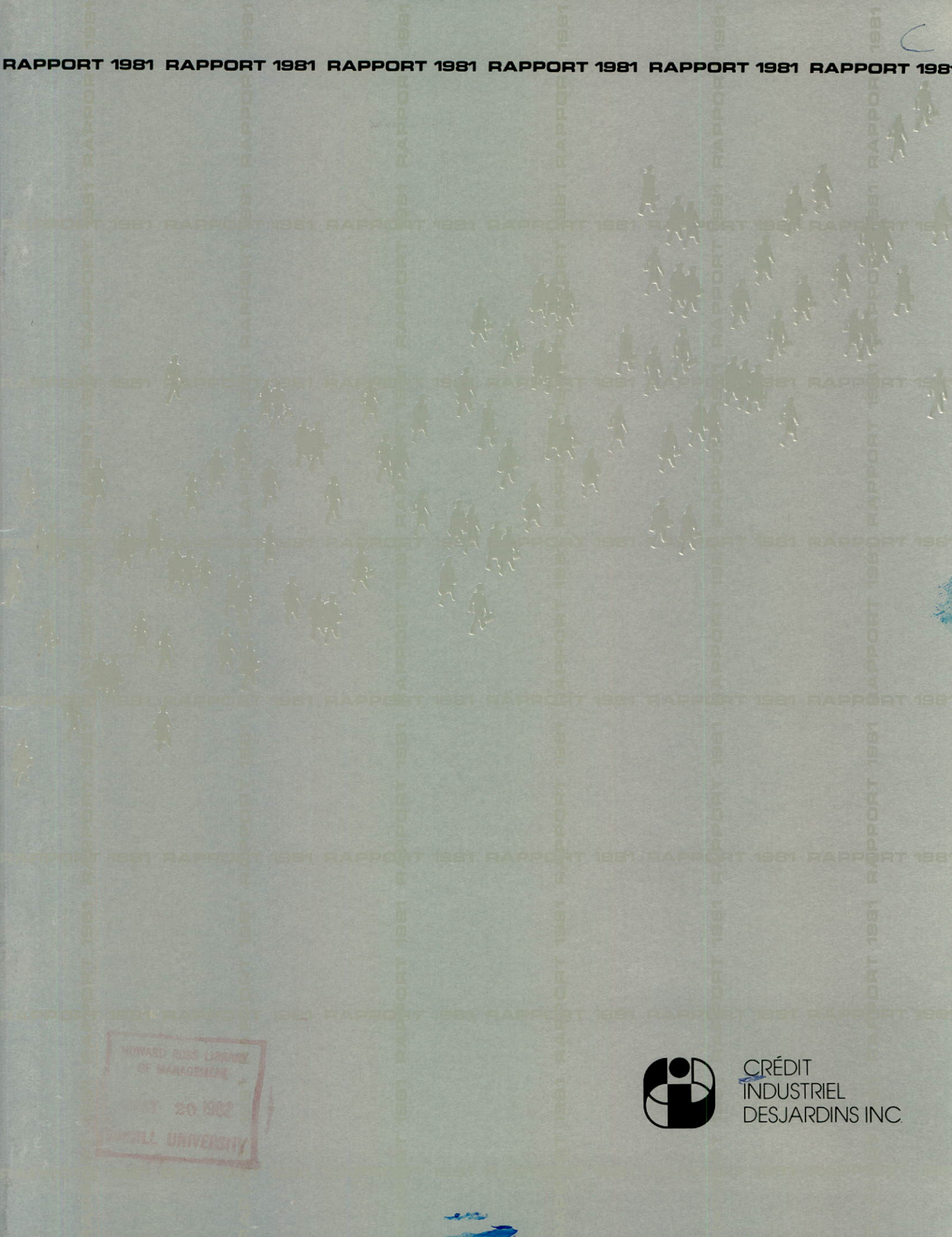


RAPPORT 1981 RAPPORT 1981 RAPPORT 1981 RAPPORT 1981 RAPPORT 1981 RAPPORT 1981 RAPPORT 1981



HOWARD BISS LIBRARY
OF MANAGEMENT
MAY 20 1982
MCGILL UNIVERSITY



CRÉDIT
INDUSTRIEL
DESJARDINS INC.



CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

Rapport 1981



Banquiers

Banque Nationale du Canada
Crédit Lyonnais Canada Limitée
Crédit Suisse Canada Limitée
Kredietbank S.A.

Vérificateurs

Maheu Noiseux

Registraire et agent de transfert

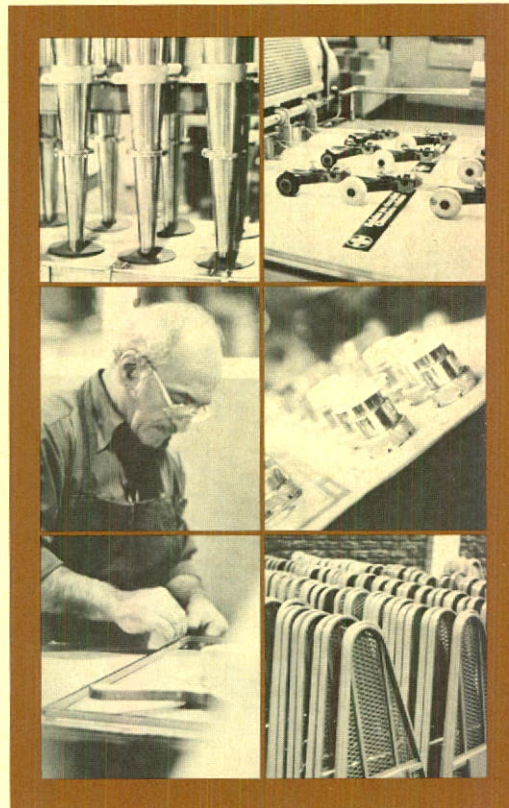
Fiducie du Québec

Siège social

1, Complexe Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B2

Table des matières

Faits saillants 1981	3
Conseil d'administration et membres de la direction	4
Message du président	5
Rapport du vice-président exécutif	7
Rapport de la direction	14
Bilan consolidé	16
Résultats consolidés	17
Bénéfices non répartis consolidés	17
Évolution de l'actif relatif au financement consolidé	18
Rapport des vérificateurs	18
Notes complémentaires	19



Siège social

1, Complexe Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B2

Produits spéciaux:

1, Complexe Desjardins
Bureau 1204
Montréal (Québec) H5B 1B2
Téléphone: (514) 281-7650
Ligne directe: 1-800-361-8421

Succursales

Laval:
2, Place Laval
Bureau 470
Laval (Québec) H7N 5N6
Téléphone: (514) 668-7800
Ligne directe: 1-800-361-8776

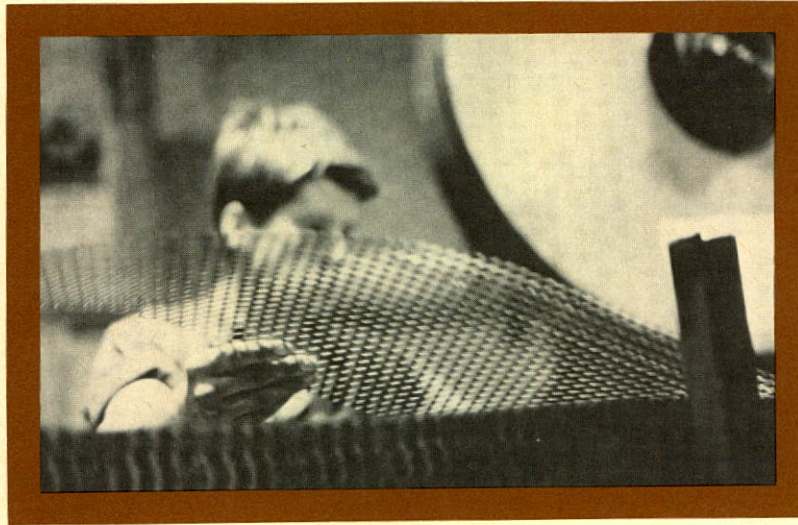
Montréal:
1, Complexe Desjardins
Bureau 1204
Montréal (Québec) H5B 1B2
Téléphone: (514) 281-7650
Ligne directe: 1-800-361-8421

Québec:
925, Chemin St-Louis
Bureau 32
Québec (Québec) G1S 1C1
Téléphone: (418) 687-3073
Ligne directe: 1-800-463-4358

Rive-Sud:
6, boul. Desaulniers
Bureau 300
Saint-Lambert (Québec) J4P 1L3
Téléphone: (514) 465-0320
Ligne directe: 1-800-361-9136

Trois-Rivières:
1055, boul. des Forges
Bureau 300
Trois-Rivières (Québec) G8Z 4J8
Téléphone: (819) 376-1101

Faits saillants 1981



En milliers de \$	1981	1980	1979	1978	1977			
Actif total	186 243 \$ 60%*	116 247 \$	28%*	90 508 \$	39%*	65 172 \$	46%*	44 573 \$
Financements consentis et acceptés	75 600 42%*	53 300	16%*	45 979	46%*	31 385	20%*	26 103
Dettes à long terme	127 547 43%*	89 014	38%*	64 325	43%*	45 000	80%*	25 000
Revenu net d'intérêt sur une base avant impôts	5 628 37%*	4 094	34%*	3 051	13%*	2 694	18%*	2 285
Dépenses autres que d'intérêt en % du revenu net ci-dessus	2 321 (6%*) 41%	2 458	35%*	1 818	17%*	1 555	31%*	1 188
			60%		60%		58%	
Bénéfice net en % du revenu net ci-dessus	1 646 104%* 29%	805	26%*	641	8%*	592	3%*	572
			20%		21%		22%	
Rendement du capital investi	13,00%	6,38%		5,20%		5,01%		5,07%

*Augmentation (diminution) en %

Conseil d'administration

Membres de la direction

- *Denis Frenière, PRÉSIDENT
Premier vice-président directeur général,
Fédération des Caisses populaires Desjardins
de Richelieu-Yamaska
- *Henri-Paul Trudel, VICE-PRÉSIDENT
Directeur général,
Fédération des Caisses populaires Desjardins
du Centre du Québec
- *Jean-Paul Lapointe, TRÉSORIER
Directeur général,
Caisse populaire de Charlesbourg
- *Gilles Roch, SECRÉTAIRE
Vice-président exécutif,
La Banque Nationale du Canada
- André Benoit
Premier vice-président délégué
Opérations financières,
Le Groupe Commerce Compagnie d'assurances
- †Jean-Eudes Bergeron
Directeur général,
Fédération des Caisses populaires Desjardins
du Saguenay-Lac St-Jean
- *Gilles Handfield
Vice-président exécutif,
Crédit Industriel Desjardins Inc.
- †Bernard Larose
Directeur des services administratifs,
Les Pavillons Jeunesse (Joliette)
- †Jean-Marie Raymond
Conseiller spécial au président,
Société générale de financement
- Jean-Paul Ricard
Directeur,
Caisse populaire St-Étienne de la Malbaie
- Marcel Valiquette
Directeur,
Caisse populaire Nativité d'Hochelaga

- Gilles Handfield
VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF
- Paul Juneau
DIRECTEUR, PRODUITS SPÉCIAUX
- Pierre A. Laqueux
ATTACHÉ DE DIRECTION
- Richard Jacques
VICE-PRÉSIDENT, FINANCES ET ADMINISTRATION
- Antoine-A. Robert
DIRECTEUR ADMINISTRATIF
- Yves Sénécal
CONTRÔLEUR
- Richard Aubry
VICE-PRÉSIDENT, OPÉRATIONS
- Raymond Boulanger
DIRECTEUR RÉGIONAL, CRÉDIT
- Jacques Brien
DIRECTEUR RÉGIONAL,
DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES
- Jean-Pierre Brosseau
DIRECTEUR, SUCCURSALE DE LAVAL
- Marc Descheneaux
DIRECTEUR, SUCCURSALE RIVE-SUD
- Normand Grenier
DIRECTEUR, SUCCURSALE DE QUÉBEC
- Richard Lafrenière
DIRECTEUR, SUCCURSALE DE TROIS-RIVIÈRES
- Michel Morin
DIRECTEUR, SUCCURSALE DE MONTRÉAL

Message du président



L'année 1981 laisse dans son sillage des remous qui, pour plusieurs, furent fatals et qui, pour d'autres, se sont traduits par un affaiblissement marqué. Nous sommes fiers que notre entreprise ait pu traverser cette période trouble, sans pour autant être trop affectée par la vague de fond de la conjoncture économique.

Nous avons maintenu une approche positive et réaliste, mais sans naïveté, face à cette conjoncture très difficile et nous croyons que c'est ce qui explique les résultats intéressants que nous avons obtenus en 1981 et que le vice-président exécutif commentera ultérieurement.

Durant l'exercice qui vient de prendre fin, soulignons le rôle prédominant, dans l'économie québécoise, des taux d'intérêt très élevés, principalement aux deuxième et troisième trimestres, du taux de chômage croissant, de la production globale de plus en plus ralentie et, enfin, de l'inflation qui loin d'être maîtrisée, s'accroît régulièrement depuis le troisième trimestre de 1980.

Les investissements du secteur privé, en particulier du secteur manufacturier, joints à certaines mesures fiscales favorables aux PME, telles les obligations pour l'expansion de la petite entreprise, ont contribué à soutenir une demande de financement accrue de la part de la clientèle cible de CID: les «PME».

Conséquemment, notre part du marché du financement à terme des entreprises commerciales et industrielles du Québec a continué de progresser.

Nous sommes fiers des résultats obtenus au plan de notre approvisionnement en fonds à court, moyen et long terme. La réception de nos titres sur le marché monétaire a été excellente tout au cours de l'année, ce qui nous a permis de continuer à puiser des fonds auprès d'investisseurs institutionnels évitant ainsi de concurrencer les Caisses populaires et d'économie dans leur marché traditionnel des épargnes individuelles. Nous tirons une grande fierté de notre excellente cote de crédit, compte tenu du jeune âge de notre entreprise.

Nous sommes toutefois pleinement conscients que les résultats passés ne sont jamais acquis pour toujours et que seuls un travail acharné, un désir de réussite et une grande capacité d'adaptation aux conditions changeantes nous permettront de poursuivre le cheminement rentable qui est le nôtre.

C'est dans cet esprit que nous étudions constamment les besoins de nos marchés, afin d'adapter nos services à notre clientèle et de bien identifier notre concurrence, afin de mieux la contrer.

Nous croyons que la décennie 80 représentera une période importante de développement pour les PME au Québec; celles-ci sauront pour la majorité franchir les barrières conjoncturelles et s'attaqueront à satisfaire aussi bien les marchés nationaux qu'internationaux. Comme nous partageons inévitablement leur réussite, nous nous appliquerons pour notre part à appuyer leurs efforts. Nous concentrerons nos énergies à déceler l'évolution du système financier canadien et à l'orienter vers la satisfaction des besoins de nos clients ainsi que ceux des Caisses populaires et d'économie en saine complémentarité avec leurs propres services.

Cette fierté d'appartenance au mouvement des Caisses populaires et d'économie Desjardins, partagée par notre personnel, constitue l'essence de notre vigueur auprès de nos marchés et nous comptons miser davantage sur ce facteur dans l'avenir.

La diversification

Comme il l'avait été souligné dans le rapport annuel précédent, nous conservons la volonté de diversifier notre gamme de produits financiers. Nous avons procédé au deuxième semestre de 1981 à l'acquisition de la totalité des actions de Location Pierre Lafleur Ltée, entreprise spécialisée dans la location de véhicules moteurs. Nous croyons que cette acquisition comporte le double avantage d'une diversification par type de produits et d'activités commerciales.

L'extension du réseau

L'année 1982 sera marquée par une extension de notre réseau. Notre désir est de couvrir adéquatement les diverses régions économiques du Québec, au rythme que peut accepter une rentabilité soutenue. Nous croyons toutefois que les besoins régionaux sont tels que nous pouvons dès à présent entrevoir le développement ordonné de notre réseau de succursales régionales.

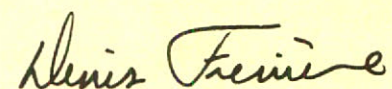
Un tel réseau, en complémentarité des caisses locales, nous permettra d'occuper une place de plus en plus importante dans le financement des PME au Québec. Nous croyons que notre responsabilité nous impose d'adapter notre structure et notre réseau aux exigences changeantes de notre milieu.

De tels objectifs ne sauraient être atteints sans l'appui constant de notre personnel qui, chaque jour, poursuit sa recherche des conditions favorables au développement de l'entreprise; je voudrais me faire le porte-parole des membres du conseil d'administration pour exprimer à toute l'équipe et plus particulièrement à nos vice-présidents notre grande satisfaction suite aux résultats obtenus.

Je tiens aussi à remercier chaleureusement tous mes collègues du conseil d'administration pour leur support constant. J'adresse des salutations amicales à ceux qui nous ont quittés au cours de l'année: messieurs Rosario Rainville, Pierre Goyette et Raymond Blais, élu président de la Confédération des Caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec et qui de ce fait a dû quitter son poste de président de CID, poste qu'il a occupé pendant trois ans. Je désire les remercier chaleureusement et leur témoigner notre gratitude pour l'intérêt particulier qu'ils ont manifesté envers la compagnie. Leurs judicieux conseils et précieux services se sont avérés inestimables. Je voudrais finalement, souhaiter la bienvenue à messieurs Jean-Paul Ricard, Jean-Eudes Bergeron et André Benoit à notre conseil d'administration.

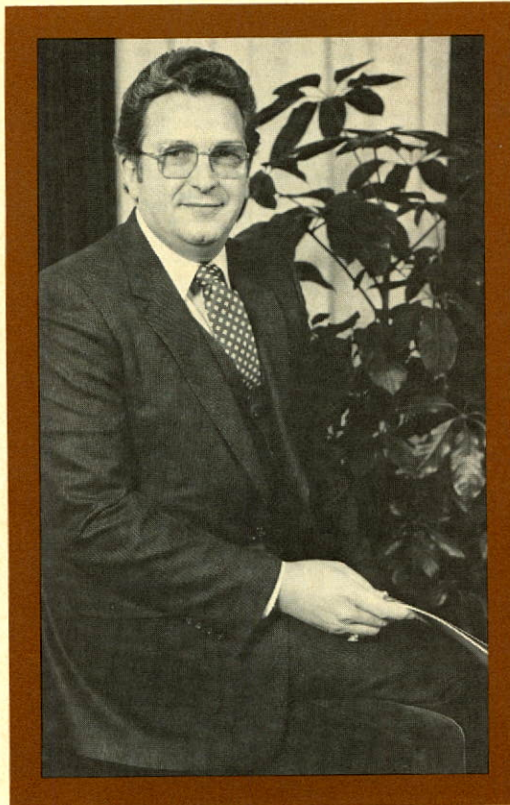
En conclusion

Je demeure convaincu que CID possède tous les atouts pour transmettre aux PME de notre milieu l'esprit innovateur de Desjardins.



Denis Frenière

Rapport du vice-président exécutif



C'est avec plaisir et fierté que je vous sou mets les résultats du sixième exercice financier de la compagnie terminé le 31 décembre 1981.

Le dernier exercice financier de la compagnie a été déterminant et stimulant pour les membres de l'équipe CID et bénéfique pour ses actionnaires.

Les résultats financiers atteints mettent en évidence la qualité de la structure opérationnelle fonction de l'ampleur du portefeuille de financements et du jeune âge de l'entreprise.

L'année 1981 a été caractérisée par une conjoncture économique difficile, une fluctuation importante des taux d'intérêt et une poussée inflationniste; cependant l'entreprise a traversé cette période avec brio et les résultats financiers témoignent de la qualité de l'organisation.

Les faits saillants

CID, comme entreprise, a subi les mêmes contrecoups que l'ensemble de l'économie nord-américaine. Pourtant le dynamisme et la productivité de son équipe lui ont permis de terminer l'année avec des résultats très satisfaisants.

La vive concurrence qui persiste dans notre sphère d'activités s'est intensifiée au cours de l'année 1981, affectant ainsi notre marge bénéficiaire.

Nous avons compensé cette réduction de notre marge bénéficiaire par une efficacité opérationnelle accrue et par une diversification plus poussée de nos activités financières, en commercialisant efficacement de

nouveaux produits financiers et en procédant à l'acquisition d'une entreprise de location à long terme de véhicules moteurs.

Actif

L'actif total de CID a connu une progression record de 60,2 pour cent en 1981, passant de 116,2 millions \$ à la fin de 1980 à 186,2 millions \$ au 31 décembre 1981.

Cette augmentation est le résultat du volume de nouvelles affaires consenties en 1981 totalisant 75,6 millions \$, soit 41,8 pour cent de plus que le volume de 53,3 millions \$ de 1980. Le volume de nouvelles affaires a été déboursé en grande partie au cours de l'année 1981. Ainsi les engagements de financement représentent 10,3

millions \$ en fin de période, alors qu'ils totalisaient 29,8 millions \$ en 1980.

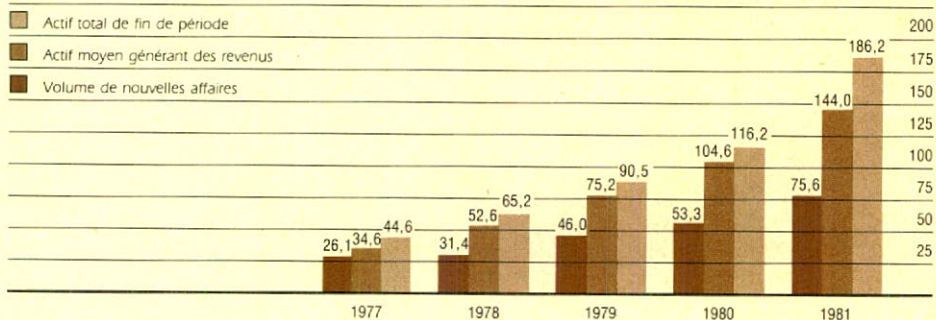
Conséquemment, l'actif moyen générant des revenus, établi sur une base mensuelle, est passé de 104,6 millions \$ en 1980 à 144,0 millions \$ en 1981, soit une augmentation de 37,7 pour cent.

Composantes du portefeuille

À ce chapitre, nous remarquons que les activités de location-financement s'amplifient en 1981, suite à l'acquisition d'une filiale oeuvrant dans ce domaine spécifique; 6,94 pour cent du portefeuille total représente l'implication de CID à ce niveau.

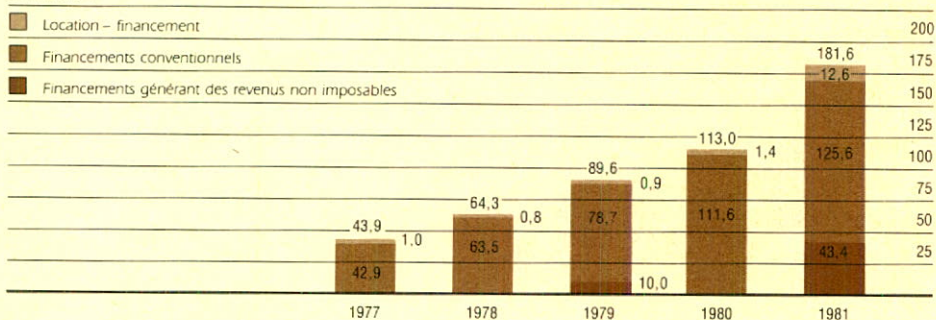
Actif

en millions \$



Composantes du portefeuille

en millions \$



En % du portefeuille total:

Location - financement	0,02	0,01	0,01	0,01	6,94
Financements conventionnels	99,98	99,99	88,83	99,99	69,16
Financements générant des revenus non imposables	—	—	11,16	—	23,90

Les activités conventionnelles de prêt à terme, quant à elles, demeurent toujours la principale composante du portefeuille de CID, avec 69,16 pour cent du portefeuille global auquel on doit ajouter 43,4 millions \$ de financements générant des revenus non imposables, représentant le portefeuille d'obligations pour l'expansion des petites entreprises, soit 23,9 pour cent du portefeuille global.

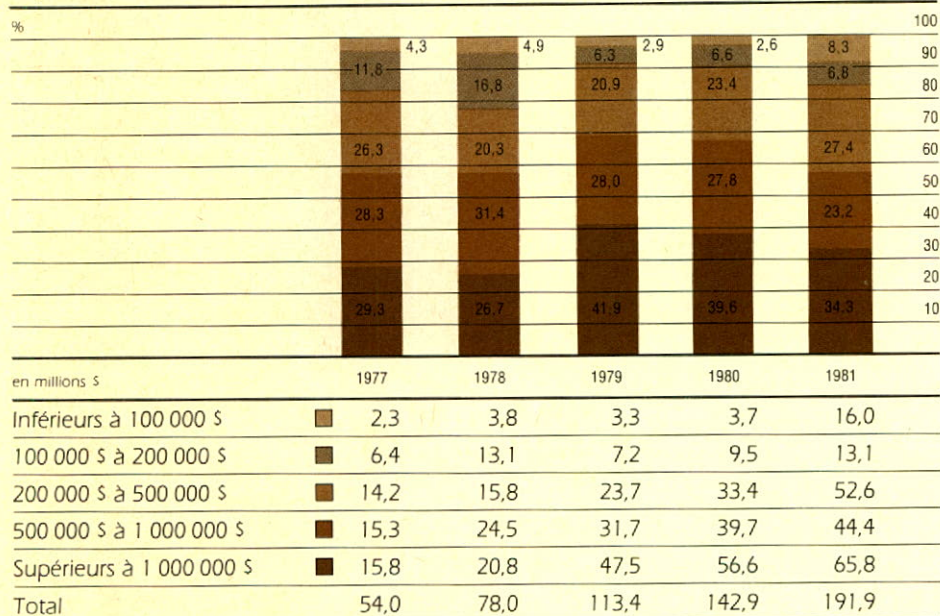
Répartition par montant

La ventilation du portefeuille par montant nous indique une meilleure répartition du risque global, résultant d'une concentration moindre dans les prêts impliquant des sommes importantes. Ainsi, les prêts supérieurs à 1 million \$ sont passés de 39,6 pour cent du portefeuille au cours de l'année 1980, à 34,3 pour cent en 1981; le même résultat est observé pour les prêts entre 0,5 et 1,0 million \$ où le pourcentage est passé de 27,8 pour cent pour l'année 1980 à 23,2

pour cent en 1981. Par ailleurs, les prêts de 200 000 \$ à 500 000 \$ et ceux inférieurs à 100 000 \$ ont connu une progression importante en fonction de 1980.

L'analyse de ces données illustre l'application rigoureuse de notre politique de gestion du risque, par une ventilation adéquate de notre portefeuille de financements.

Répartition par montant (engagements inclus)



Répartition par activité économique

L'évolution de la répartition du portefeuille par activité économique nous montre l'effort de la direction de mieux répartir le risque global du portefeuille. Ainsi, la part des entreprises de fabrication est passée de 62,3 pour cent en 1980, à 53,3 pour cent en 1981, alors que tous les autres secteurs étaient à la hausse. Cette situation illustre l'application rigoureuse de la politique de gestion du risque.

Marge nette d'intérêt

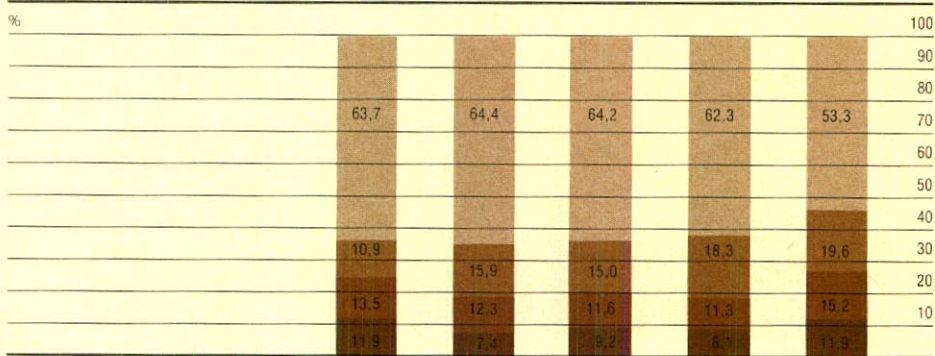
La marge nette d'intérêt, sur une base avant impôts, est demeurée relativement stable, passant de 3,92 pour cent pour l'année 1980 à 3,91 pour cent au cours de l'année 1981.

Cette stabilité de la marge nette d'intérêt a été rendue possible grâce à la diversification du portefeuille, incluant des financements générant un rendement plus élevé que les activités traditionnelles de CID.

La concurrence intensive dans l'industrie du prêt à terme aux PME engendre une diminution de la marge nette qui est passée

de 3,92 pour cent durant l'année 1980 à 3,66 pour cent en 1981; cependant, la part relativement plus importante des activités de location-financement, suite à l'acquisition d'une filiale spécialisée dans ce domaine, a eu pour effet de maintenir la marge nette d'intérêt au niveau de 1980.

Répartition par activité économique (engagements inclus)

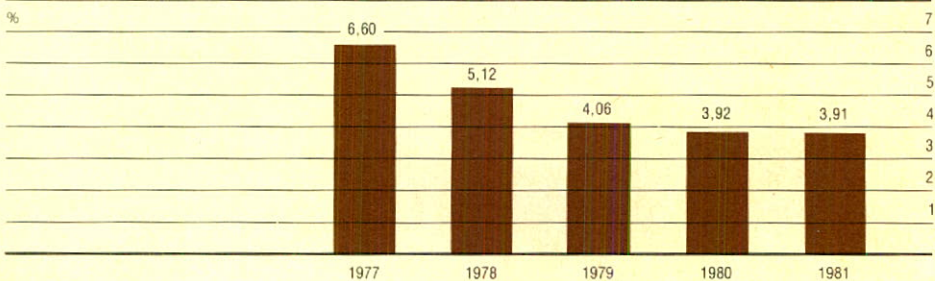


en millions \$

Activité économique

Activité économique	1977	1978	1979	1980	1981
Fabrication	34,4	50,2	72,8	89,0	102,3
Commerce	5,9	12,4	17,0	26,2	37,7
Services	7,3	9,6	13,2	16,1	29,1
Autres	6,4	5,8	10,4	11,6	22,8
Total	54,0	78,0	113,4	142,9	191,9

Marge nette d'intérêt



Rendement de l'actif

Le taux moyen de rendement net d'impôts qui s'établissait à 0,77 pour cent en 1980 est passé à 1,14 pour cent durant l'année 1981.

Cette unité de mesure est importante dans l'évaluation de la rentabilité d'une institution financière, car elle reflète le degré de succès dans la gestion des ressources. En résumé, pour chacune des tranches de 100 \$ qui furent confiées à l'administration de CID, celle-ci a réalisé un bénéfice net de 0,77 \$ pour l'année 1980 et 1,14 \$ au cours de 1981.

Pour fin de comparaison, mentionnons simplement que le taux moyen de rendement du secteur bancaire se situe à environ 0,55 pour cent, mais il faut également souligner que certaines banques spécialisées dans le prêt industriel et commercial maintiennent une moyenne d'environ 0,75 pour cent.

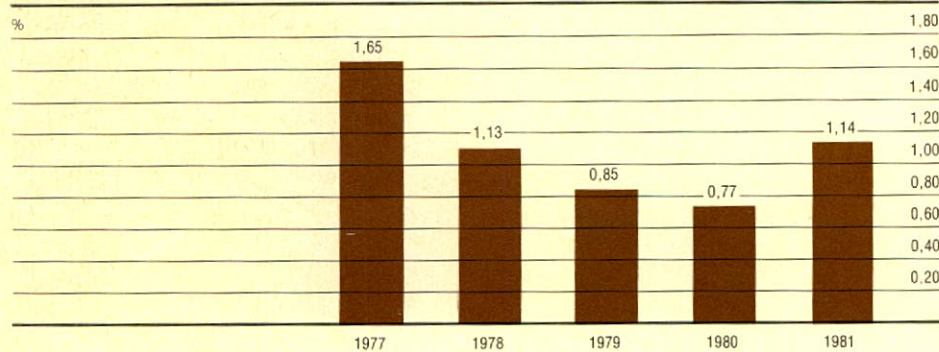
Pertes sur prêts

Les pertes sur prêts ont totalisé 321 000 \$ en 1981, alors qu'elles ont été de 144 000 \$ pour l'année 1980, et représentent 0,22 pour cent du portefeuille moyen de l'année, comparativement à 0,14 pour cent pour l'année 1980, la cause principale étant la conjoncture économique difficile de l'année 1981.

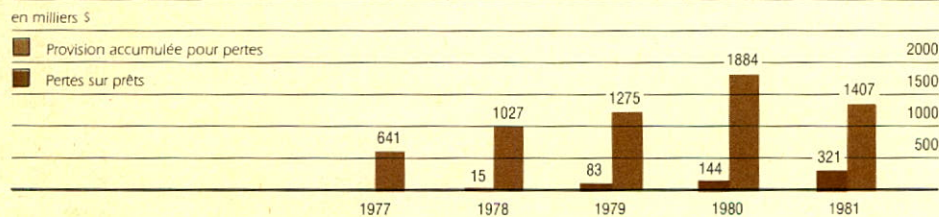
Il est important de souligner qu'une plus grande proportion du portefeuille de location-financement en 1981, activité financière à marge d'intérêt et à risque plus élevés, a eu un impact sur l'évolution du pourcentage de pertes qui sur le portefeuille de financements d'entreprises a été de 0,20 pour cent pour l'exercice 1981.

La provision globale pour pertes a été réduite en 1981, passant de 1,9 million \$ à la fin de 1980, à 1,4 million \$ à la fin de 1981, soit 0,77 pour cent du portefeuille, par rapport à 1,67 pour cent en 1980. Cette diminution est le résultat d'une révision à la

Rendement de l'actif



Pertes sur prêts



Pertes sur portefeuille moyen

—	0,03%	0,11%	0,14%	0,22%
---	-------	-------	-------	-------

Provision accumulée sur le portefeuille de fin de période

1,47%	1,60%	1,42%	1,67%	0,77%
-------	-------	-------	-------	-------

baisse du pourcentage utilisé dans le calcul de la provision générale qui est passé de 1,5 pour cent à 0,5625 pour cent. Ce pourcentage sera révisé annuellement, en fonction de l'expérience de pertes et de l'échéance moyenne du portefeuille.

Salaires et avantages sociaux

Les salaires et avantages sociaux ont progressé de 54,3 pour cent au cours de l'exercice, passant de 963 000 \$ à 1 486 000 \$. Cependant, pour CID, ils représentent 0,92 pour cent du portefeuille moyen de la période, soit le même niveau que l'année précédente. Le nombre d'employés est passé de 48 à 54, soit une augmentation de 12,5 pour cent alors que l'actif par employé représente 3,3 millions \$ à la fin de 1981 comparativement à 2,4 millions \$ à la fin de

1980, démontrant ainsi un accroissement de la productivité. Il est approprié de souligner que pour la filiale, les salaires et avantages sociaux représentent 3,80 pour cent du portefeuille moyen, ce qui, compte tenu de la nature des activités de cette dernière, est un pourcentage normal.

Autres dépenses

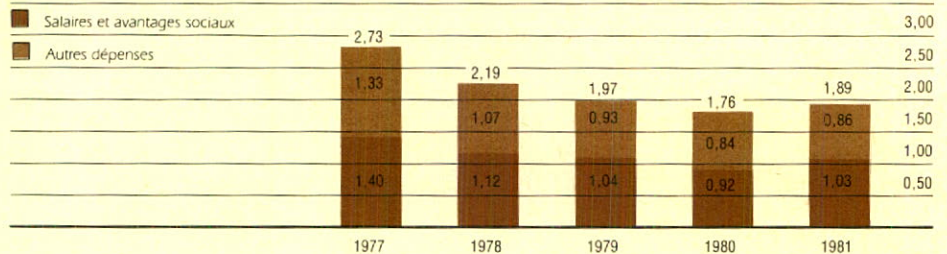
Les autres dépenses d'exploitation ont augmenté de 41,4 pour cent, ce qui se compare favorablement à la progression de 60,2 pour cent de l'actif consolidé de CID. Les autres dépenses ont représenté 0,79 pour cent du portefeuille moyen de CID et 0,86 pour cent au niveau des résultats consolidés comparativement à 0,84 pour cent en 1980.

Bénéfice net

Le bénéfice net a connu au cours de l'année 1981 une progression record de 104 pour cent, pour atteindre 1 645 640 \$ comparativement à 804 726 \$ en 1980, et le bénéfice par action est passé de 15,10 \$ en 1980 à 31,91 \$ pour 1981. Il est opportun de souligner que cette progression a été obtenue sans augmentation de la capitalisation.

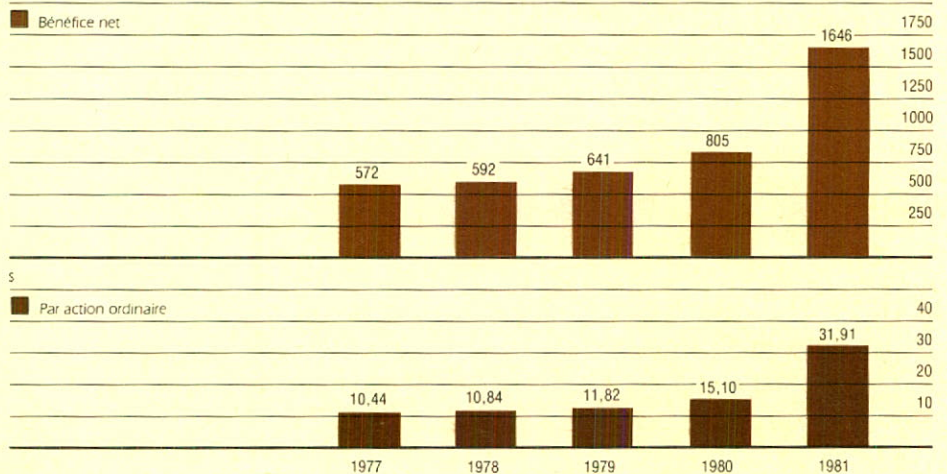
Salaires, avantages sociaux et autres dépenses

en % du portefeuille moyen



Bénéfice net

en milliers \$



Le maintien de la marge nette d'intérêt au niveau de l'année 1980, relié à un accroissement d'actif très important, la réduction de la provision générale pour pertes ainsi que le contrôle exercé sur les salaires et autres frais d'exploitation ont été les facteurs déterminants de cette performance exceptionnelle.

Il devient maintenant nécessaire de planifier les besoins de capitalisation pour les prochains exercices financiers et nous sommes confiants que les résultats financiers atteints faciliteront l'obtention de capitaux adéquats pour soutenir la progression des activités financières de CID.

Rendement du capital investi

Le rendement du capital investi représente l'élément de mesure permettant de comparer le montant de bénéfice net disponible aux détenteurs d'actions ordinaires en fonction de la valeur de leur investissement.

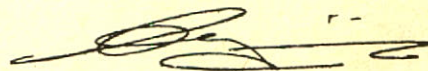
Pour l'année 1981, ce rendement a été de 13,00 pour cent, comparativement à 6,38 pour cent en 1980. Cette augmentation substantielle est le résultat de la progression marquée du bénéfice net sans augmentation de capitalisation au cours de l'exercice.

Dividendes

Le 31 décembre 1981, CID a versé à ses actionnaires des dividendes totalisant

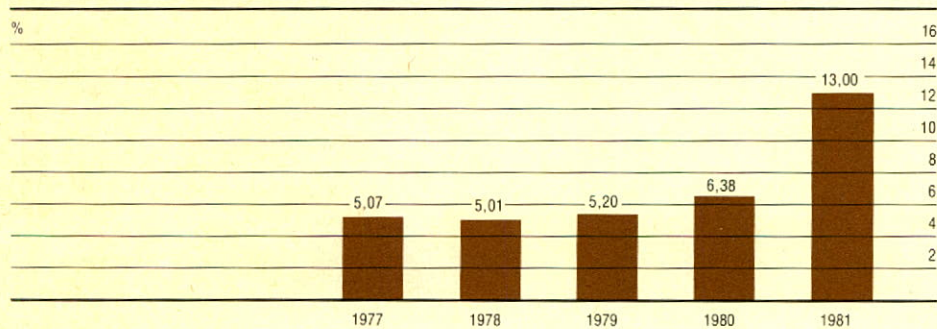
700 000 \$. Les détenteurs d'actions privilégiées ont continué de recevoir un dividende de 5 \$ par action, alors que le dividende sur action ordinaire a été porté de 3 \$ à 13 \$, incluant un dividende spécial de 6 \$, ce qui a rendu possible une récupération de 170 000 \$ d'impôt, remboursable au titre de dividendes.

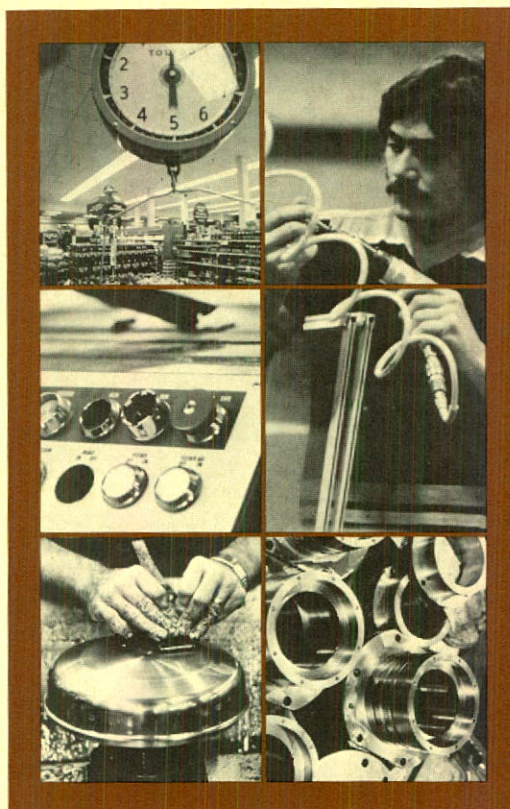
Le total de nos dividendes versés le 31 décembre 1981 représente 42,5 pour cent du bénéfice net, par rapport à 24,8 pour cent en 1980.



Gilles Handfield

Rendement du capital investi





La préparation et la présentation de l'information financière contenue dans le rapport annuel de Crédit Industriel Desjardins Inc. sont la responsabilité de la direction. Les états financiers contenus dans le rapport annuel ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus, comprenant nécessairement des montants établis au meilleur jugement de la direction en tenant compte de l'importance relative. Les renseignements financiers contenus ailleurs dans le rapport annuel sont conformes aux états financiers.

Le conseil d'administration de Crédit Industriel Desjardins Inc., par l'intermédiaire du comité de vérification composé d'administrateurs qui ne sont ni dirigeants ni employés de Crédit Industriel Desjardins Inc., supervise les responsabilités de la direction relatives à la présentation des rapports financiers et des systèmes de contrôle interne et a approuvé l'information financière contenue dans le rapport annuel.

Maheu Noiseux, vérificateurs des actionnaires, ont la responsabilité de vérifier les états financiers et d'exprimer une opinion sur ceux-ci. Ils ont pleinement et librement accès au comité de vérification qu'ils rencontrent périodiquement afin de discuter de leur vérification et des questions s'y rapportant, comme les commentaires qu'ils peuvent avoir à formuler relativement à la fidélité de l'information financière et à la suffisance des contrôles internes.



CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

**États financiers consolidés
31 décembre 1981**

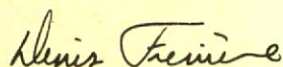
Bilan consolidé

31 décembre 1981

CRÉDIT INDUSTRIEL DES JARDINS INC.
(Constituée en vertu de la Loi sur les compagnies du Québec)

	1981	1980
16 Actif		
Financements consentis et déboursés (note 3)	169 009 422 \$	111 654 285 \$
Investissement net dans des contrats de location-financement (note 4)	12 572 095	1 417 894
Montants courus à recevoir	2 916 936	1 581 483
	184 498 453	114 653 662
Provision accumulée pour pertes éventuelles (note 5)	1 406 732	1 883 908
	183 091 721	112 769 754
Encaisse et effets à recevoir	628	1 992 542
Impôts sur le revenu à recouvrer	304 396	—
Immobilisations, au coût, moins amortissement accumulé de 176 585 \$	339 666	132 575
Escompte et frais non amortis relatifs à la dette	1 529 421	1 346 008
Avantage fiscal déductible des futurs impôts sur le revenu	231 000	—
Achalandage de consolidation (note 2)	519 812	—
Autres actifs	226 093	6 037
	3 151 016	3 477 162
	186 242 737 \$	116 246 916 \$
Passif		
Chèques en circulation	659 745 \$	80 490 \$
Emprunts bancaires	1 202 000	5 725 800
Billets à court terme (note 6)	39 000 000	5 975 000
Comptes à payer et frais courus	411 335	211 452
Intérêts courus à payer	2 002 393	1 382 780
Impôts sur le revenu à payer	—	133 671
Solde à payer sur acquisition d'une filiale (note 2)	400 000	—
Dette à long terme (note 7)	127 546 791	89 014 000
Impôts sur le revenu reportés	625 481	444 000
	171 847 745	102 967 193
Avoir des actionnaires		
Capital-actions		
Autorisé:		
10 000 actions privilégiées, 5% non cumulatif, rachetables à la valeur nominale de 100 \$ chacune		
100 000 actions ordinaires, sans valeur nominale		
Émis et payé:		
10 000 actions privilégiées	1 000 000	1 000 000
50 000 actions ordinaires	10 000 000	10 000 000
Bénéfices non répartis	3 394 992	2 279 723
	14 394 992	13 279 723
	186 242 737 \$	116 246 916 \$

Au nom du conseil d'administration


administrateur


administrateur

Résultats consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 1981

CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

	1981	1980
REVENU D'INTÉRÊT		
Intérêts sur financements	20 468 230 \$	13 372 735 \$
Dividendes et revenus non imposables	2 132 964	701 299
Revenus de location-financement	1 396 496	181 367
	23 997 690	14 255 401
DÉPENSE D'INTÉRÊT		
Intérêts sur emprunts à court terme	3 177 569	2 424 297
Intérêts sur dette à long terme	17 395 000	8 461 062
	20 572 569	10 885 359
REVENU NET D'INTÉRÊT	3 425 121	3 370 042
DÉPENSES AUTRES QUE D'INTÉRÊT		
Provision pour pertes (note 5)	(407 651)	616 912
Salaires, avantages sociaux	1 485 514	962 688
Autres dépenses	1 243 582	878 716
	2 321 445	2 458 316
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS	1 103 676	911 726
IMPÔTS SUR LE REVENU	(541 964)	107 000
BÉNÉFICE NET	1 645 640 \$	804 726 \$

17

Bénéfices non répartis consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 1981

	1981	1980
SOLDE AU DÉBUT	2 279 723 \$	1 836 441 \$
Bénéfice net	1 645 640	804 726
	3 925 363	2 641 167
Dividendes — actions privilégiées	50 000	50 000
— actions ordinaires	650 000	150 000
	700 000	200 000
	3 225 363	2 441 167
Impôt exigible et remboursable au titre de dividendes	—	211 444
	3 225 363	2 229 723
Remboursement de l'impôt au titre de dividendes	169 629	50 000
SOLDE À LA FIN	3 394 992 \$	2 279 723 \$

Évolution de l'actif relatif au financement consolidé

CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

Exercice terminé le 31 décembre 1981

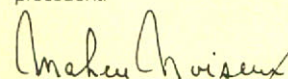
	1981	1980
18 Augmentation nette de l'actif relatif au financement		
Financements à terme	58 690 590 \$	23 423 217 \$
Location-financement	11 154 201	539 243
	69 844 791	23 962 460
Provision accumulée pour pertes éventuelles	(477 176)	609 356
	70 321 967	23 353 104
Provenance de l'actif relatif au financement		
Fonds provenant de l'exploitation		
Bénéfice net	1 645 640	804 726
Postes n'affectant pas l'actif relatif au financement		
Amortissement de l'achalandage de consolidation	13 329	—
Amortissement des immobilisations	46 040	21 467
Amortissement de l'escompte et des frais non amortis relatifs à la dette	215 786	123 665
Impôts sur le revenu reportés	(81 393)	(97 000)
	1 839 402	852 858
Dividendes versés	700 000	200 000
	1 139 402	652 858
Augmentation nette de la dette		
Emprunts bancaires	(4 523 800)	(5 267 900)
Billets à court terme	33 025 000	5 975 000
Solde à payer sur acquisition d'une filiale (note 2)	400 000	—
Dette à long terme	38 532 791	24 689 000
Diminution (augmentation) de l'encaisse et effets à recevoir	2 571 169	(2 027 674)
	70 005 160	23 368 426
Autres postes, montant net	(822 595)	(668 180)
	70 321 967 \$	23 353 104 \$

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de
Crédit Industriel Desjardins Inc.

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Crédit Industriel Desjardins Inc. au 31 décembre 1981 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de l'actif relatif au financement pour l'exercice terminé à cette date, et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la compagnie, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1981 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son actif relatif au financement pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.



Comptables agréés

Montréal, le 26 janvier 1982

Notes complémentaires

31 décembre 1981

CRÉDIT INDUSTRIEL DES JARDINS INC.

19

1. Principales pratiques comptables

- a) Principes de consolidation
Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la compagnie et ceux de sa filiale en propriété exclusive, Location Pierre Lafleur Ltée.
L'amortissement de l'achalandage de consolidation est calculé selon la méthode de l'amortissement constant sur une période de 20 ans.
- b) Détermination du revenu d'intérêt
Les revenus d'intérêt sur les financements accordés à des entreprises sont déterminés en appliquant le taux d'intérêt sur le solde au début de chaque mois.
Les revenus de location-financement non gagnés représentent l'excédent du montant brut à recevoir des contrats de location-financement sur le coût des éléments d'actif loués, déduction faite de leur valeur résiduelle estimative. Ces revenus non gagnés sont inscrits aux livres lorsque le contrat entre en vigueur et sont portés aux revenus en montants mensuels directement proportionnels au solde résiduel du placement non recouvré dans l'actif relatif à la location-financement.
Ces revenus sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice et les revenus courus non recouverts sont renversés lorsque les financements sont en arriérés de plus de 90 jours ou lorsque la compagnie a des doutes quant à leur recouvrement.
- c) Provision pour pertes
Les financements consentis et déboursés ainsi que les montants à recevoir en vertu de contrats de location-financement sont révisés mensuellement par l'administration. Les pertes encourues et estimées, incluant les frais de liquidation, font l'objet d'une provision spécifique dans la période. C'est aussi la politique de la compagnie d'établir une provision générale sur les financements et les contrats de location-financement en cours.
- d) Amortissement des immobilisations
La plupart des immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée économique prévue. Les automobiles et le mobilier et agencement de la filiale sont amortis d'après la méthode de l'amortissement dégressif aux taux respectifs de 30% et 20%.
- e) Amortissement de l'escompte et des frais non amortis relatifs à la dette
L'escompte et les frais relatifs à la dette sont amortis selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée de la dette.
- f) Impôts sur le revenu reportés
Les impôts sur le revenu reportés sont attribuables à l'écart relatif à l'amortissement des frais de la dette ainsi qu'aux écarts relatifs aux revenus de location et à l'allocation du coût en capital.

2. Acquisition d'une filiale

En date du 5 octobre 1981, la compagnie s'est porté acquéreur, avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1981, de la totalité des actions de Location Pierre Lafleur Ltée, entreprise oeuvrant principalement dans le domaine de la location à long terme de véhicules. La transaction a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple et, par conséquent, les résultats d'exploitation de Location Pierre Lafleur Ltée ont été inclus aux états financiers consolidés à compter du 1^{er} juillet 1981.

L'actif net acquis lors de cette transaction se résume comme suit:

Investissement net dans des contrats de location-financement	9 404 582 \$
Autres actifs	279 257
Achalandage de consolidation	533 141
Dette à long terme	(8 376 452)
Impôts sur le revenu reportés	(262 874)
Autres passifs	(363 654)
Prix d'acquisition	<u>1 214 000 \$</u>

Le prix d'acquisition de 1 214 000 \$ comprend un montant de 814 000 \$ déjà versé; le solde de 400 000 \$ sera acquitté sur une période de 4 ans.

3. Financements consentis et déboursés

La dette des emprunteurs est représentée par des hypothèques, obligations, débentures ou contrats de prêts garantis par des charges spécifiques et/ou flottantes et/ou des cautionnements. Les prêts à recevoir ne sont pas considérés comme rapidement négociables et échoient sur des périodes d'une durée maximum de 10 ans. Environ 18 357 146 \$ des financements consentis et déboursés échoient au cours des douze prochains mois.

La compagnie a consenti des financements non déboursés en fin d'exercice pour un montant de 15 489 571 \$ dont 5 235 000 \$ est sujet à acceptation par les requérants.

4. Investissement net dans des contrats de location-financement

L'investissement net dans des contrats de location-financement se compose des montants suivants:

	1981	1980
Total des paiements minimums exigibles en vertu des contrats	16 874 355 \$	1 846 480 \$
Paiements de location reçus d'avance	448 924	—
	16 425 431	1 846 480
Valeur résiduelle non garantie	94 763	97 793
	16 520 194	1 944 273
Revenu non gagné	3 609 368	526 379
Assurances	338 731	—
	12 572 095 \$	1 417 894 \$

Les paiements minimums exigibles au cours du prochain exercice se chiffrent à 6 295 457 \$.

5. Provison accumulée pour pertes éventuelles

	1981			1980
	Générale	Spécifique	Total	
Provison accumulée au début	1 653 507 \$	230 401 \$	1 883 908 \$	1 274 552 \$
Provison de l'exercice	(728 611)	320 960	(407 651)	616 912
Montants radiés au cours de l'exercice	—	(69 525)	(69 525)	(7 556)
Provison accumulée à la fin	924 896 \$	481 836 \$	1 406 732 \$	1 883 908 \$

Au cours de l'exercice, la compagnie a révisé le pourcentage utilisé dans le calcul de la provision générale, à la lumière des pertes réelles encourues au cours des exercices antérieurs. Il en est résulté une diminution de la provision générale de 1 541 492 \$. La compagnie a maintenant l'intention de réviser annuellement le pourcentage utilisé dans le calcul de la provision générale.

6. Billets à court terme

Les billets à court terme sont émis par la compagnie en diverses coupures et pour des échéances ne dépassant pas habituellement 90 jours.

La compagnie s'est engagée à maintenir en tout temps des marges de crédit bancaire non utilisées suffisantes pour couvrir le montant total des billets à court terme en circulation. Au 31 décembre 1981, ces marges de crédit totalisent 62,4 millions \$ dont 43,5 millions \$ à long terme et de plus la compagnie a convenu de vendre 23 millions \$ valeur nominale de billets garantis série L, dont 0,2 million \$ a été émis au 31 décembre 1981, tel que mentionné à la note 7.

7. Dette à long terme

	1981	1980
Billets garantis		
Série A, 10¼ %, échéant le 15 décembre 1981	— \$	9 035 000 \$
Série B, 10½ %, échéant le 15 décembre 1986	5 730 000	5 733 000
Série C, 9½ %, échéant le 15 juillet 1982	4 961 000	4 986 000
Série D, 10 %, échéant le 15 juillet 1987	4 930 000	4 941 000
Série E, 9½ %, échéant le 3 octobre 1983	6 712 000	6 721 000
Série F, 10 %, échéant le 3 octobre 1988	2 780 000	2 780 000
Série G, taux variable, échéant le 31 décembre 1986	10 000 000	10 000 000
Série H, taux variable, échéant le 31 décembre 1996	10 000 000	—
Série I, taux variable, échéant le 31 mars 1986	9 920 857	—
Série K, taux variable, échéant le 2 octobre 1986	7 000 000	—
Série L, taux variable, échéant le 22 décembre 1986 d'une valeur nominale de 23 000 000 \$, montant utilisé	200 000	—
	62 233 857	44 196 000
Débiteures		
Série A, 10 %, échéant le 15 février 1984	9 810 000	9 818 000
Série B, taux variable, échéant le 22 décembre 1986	7 000 000	—
	16 810 000	9 818 000
Billets à court terme	43 500 000	35 000 000
Dette garantie par le transport de contrats de location-financement	5 002 934	—
	127 546 791 \$	89 014 000 \$

Les billets à court terme à payer, échéant en deça d'un an, sont classés comme dette à long terme selon la durée des contrats de crédit à long terme, non garantis, conclus avec les banquiers de la compagnie. Au 31 décembre 1981, ces crédits s'élèvent à 43,5 millions \$ dont 7,5 millions \$ échéant le 1^{er} avril 1983, 3 millions \$ échéant le 1^{er} octobre 1983, 3 millions \$ échéant le 18 octobre 1983 et 30 millions \$ échéant le 1^{er} avril 1984.

Les exigences maximales des fonds de remboursement et le montant requis pour rencontrer les échéances de la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

	Exigences maximales des fonds de remboursement	Échéances	Total
1982	5 482 737 \$	4 961 000 \$	10 443 737 \$
1983	6 444 492	19 951 000	26 395 492
1984	5 220 344	38 910 000	44 130 344
1985	4 598 967	—	4 598 967
1986	172 394	24 976 000	25 148 394

Les échéances pour les exercices se terminant en 1983 et 1984 comprennent les billets à court terme classés comme dette à long terme.

8. Impôts sur le revenu

Les revenus non imposables ont pour effet de créer la récupération d'impôt apparaissant à l'état des résultats.

9. Secteur d'activité dominant

Le revenu de la compagnie provient d'intérêts sur le financement d'entreprises industrielles et commerciales.

une institution du

**mouvement des caisses
populaires et d'économie
desjardins**

